

Une brève histoire des enclosures

“England is not a free people, till the poor that have no land,
have a free allowance to dig and labour the commons...”

Gerrard Winstanley, 1649



Simon Fairlie

Boîte à Outils Editions
2018

Le texte

Publié dans «The Land Magazine» (numéro 7 - été 2009), une revue britannique épisodique consacrée aux questions de l'accès à la terre <www.thelandmagazine.org.uk>. Traduction française pour Archipel, paru de juin à octobre 2015, n° 238 à 241.

L'auteur

Simon Fairlie a été successivement ouvrier agricole, maçon et co-éditeur de *The Ecologist Magazine*. Il est l'auteur, entre autres, de *Low Impact Development: Planning and People in a Sustainable Countryside*, Jon Carpenter, 1996 et l'un des rédacteurs de la revue «The Land».

Les illustrations

Elles sont toutes tirées de différents numéros de *The Land Magazine*. Celle ci-dessous s'intitule *Trouble at the farm*.



Cette brochure a été mise en son dans un émission du même titre sur Radio Zinzine. Tapez <radiozinzine.org> dans votre moteur de recherche, puis «enclosures» dans celui du site.

Une brève histoire de l'enclosure en Grande- Bretagne

Beaucoup d'historien·nes, en particulier de l'école «Histoire populaire, pointent l'enclosure, c'est-à-dire le fait de clôturer les communaux, comme un élément déterminant dans la naissance du capitalisme. Le terme «communaux» s'entendant comme des terres cultivées et gérées de manière collective et régies par le droit coutumier. Simon Fairlie résume l'histoire de ces enclosures.

Il a fallu quelques centaines d'années pour qu'une grande partie des terres de Grande-Bretagne soit privatisée – c'est-à-dire soustraite à des structures de propriété et de gestion collectives, au profit de particuliers.

Aujourd'hui, dans notre «démocratie propriétaire», presque la moitié du pays appartient à 40.000 millionnaires terriens, soit 0.06 pour cent de la population¹, alors que la majorité d'entre nous passe la moitié de sa vie laborieuse à rembourser le prêt pour un bout de terrain à peine assez grand pour y mettre une bicoque et un fil à linge.

De nombreux facteurs ont conduit à des niveaux de répartition de la terre aussi extrêmes, mais le plus flagrant et le plus problématique fut le phénomène de l'enclo-

sure – le fait de subdiviser et de clôturer des communaux pour en faire des parcelles individuelles attribuées à celles et ceux considéré·es comme ayant droit. Pendant plus de 500 ans, les pamphlétaire·s, les politicien·s et les historien·s ont débattu à propos des enclosures, ceux qui étaient pour (dont les bénéficiaires) insistant qu'elles étaient nécessaires au développement économique, et ceux qui étaient contre (dont ceux qu'on déposédait) revendiquant qu'elles privaient les pauvres de leur subsistance et entraînaient l'exode rural.

Le système d'*openfield*

La propriété privée de la terre, et plus particulièrement la pro-

1. Kevin Cahill, *Who Owns Britain*, Canongate, 2001.



priété privée absolue, est une idée moderne, à peine quelques centaines d'années. L'idée qu'une personne puisse avoir tous les droits sur un terrain au détriment des autres était incompréhensible pour la plupart des peuples tribaux, comme pour les paysans médiévaux. Le roi, ou le seigneur du manoir, pouvait posséder une terre, en un sens, mais le paysan jouissait de toutes sortes de droits d'usufruits qui lui permettaient de faire pâturer son bétail, de couper du bois ou de la tourbe, de tirer de l'eau ou faire pousser des récoltes, sur différentes parcelles à

des moments spécifiques de l'année.

Le système d'exploitation d'*openfield* – littéralement champs ouverts – surtout répandu dans les comtés du centre de l'Angleterre, plus plats et plus riches, durant toute la fin du Moyen Âge et jusqu'à l'époque moderne, est un système de propriété commune classique qui peut être observé en plusieurs endroits du monde. La structure du système d'*openfield* en Grande-Bretagne fut influencée par l'introduction de la *caruca*, une grande charrue à roue, développée par les Gaulois, qui était bien plus appropriée pour les sols lourds argileux d'Angleterre que le poids plume romain, l'*aratrum* (l'araire). Il fallait un plus gros attelage de bœufs pour tirer la *caruca* – jusqu'à huit sur les sols très lourds – et elle était difficile à manœuvrer, des bandes longues étaient donc idéales. La plupart des paysan·nes ne pouvant pas se permettre tout un attelage de bœufs, mais seulement un ou deux, l'entretien d'un attelage complet devait être une entreprise collective. Les paysan·nes travaillaient des bandes de terre dont la taille était souvent proportionnelle à leur investissement dans l'attelage. Les terres étaient cultivées sur deux ou trois rotations, dont une année de jachère, donc il fallait à chaque paysan un nombre égal de bandes dans

chaque parcelle pour maintenir une récolte constante d'année en année. Et comme les champs étaient pâturés par les troupeaux du village pendant la jachère, ou après la moisson, il était impossible pour l'individu de changer de façon de cultiver: il devait faire ce que faisaient les autres, et en même temps qu'eux, ou ses récoltes seraient pâturées par les animaux de tout le monde. Le bétail était également nourri avec du foin issu de communaux (la distribution de foin était parfois décidée lors d'une loterie annuelle pour différents morceaux du champ.) et sur des pâtures communales.

Le système d'*openfield* était assez équitable. Dans leur étude du dernier exemple d'exploitation en champs ouverts existant, à Laxton, Notts, les Orwin ont montré qu'avec ce système, il était possible pour un jeune homme sans capital ni terre à son nom, d'accroître petit à petit sa part de communaux:

«Un homme peut n'avoir qu'un arpent ou deux, mais ils sont intégralement disposés en longues bandes pour le labour, sans bordure pour réduire la surface réelle, et lui faire perdre son temps en travail infructueux. On ne peut envisager aucune enclosure de taille équivalente qui offrirait les mêmes avantages. De plus, il jouit de droits coutumiers

qui lui permettent de faire pâturer son troupeau sur toutes les terres, et ceci a une valeur dont l'équivalent en pâturages dédiés serait bien au-dessus de ses moyens.»²

En bref, le système de communaux, assez ingénieusement, permettait des économies d'échelle, notamment par l'emploi de grands attelages pour les labours, rendus accessibles aux exploitants modestes. L'inconvénient était un sacrifice de la liberté (ou «choix» comme on aime à dire de nos jours), mais c'est le propre des économies d'échelle quand la répartition est équitable – quand elle ne l'est pas, certaines personnes n'ont de toute façon aucun choix. Le système d'*openfield* laissait certainement plus d'indépendance aux paysannes qu'un latifundium du nouveau monde, ou une ferme communiste totalement collectivisée. L'ironie de ces économies d'échelle, c'est qu'à l'arrivée des grandes machines agricoles, les exploitants qui avaient clôturé leurs parcelles dans les *openfields* durent arracher leurs haies. (...)

2. *The Open Fields*, de Charles Stewart et Christabel Susan Orwin, Oxford 1938, est sans doute l'étude de ce système la plus utile, en particulier parce que les Orwin n'étaient pas seulement universitaires, ils étaient également paysans. Voir également J. V. Beckett, *A History of Laxton, England's Last Open Field Village*, Oxford, Basil Blackwell, 1989.

Loin de s'effondrer avec l'augmentation de la population, le développement de l'*openfield* se perpétua assez tardivement dans le Moyen Âge, et a peut-être même été une solution face à la pression croissante de cette augmentation (...). Quand il y avait des terres incultes en abondance, il était possible de s'approprier des terrains sans déborder sur ceux des autres, mais quand la terre se fit plus rare, ou quand une seule propriété était divisée entre deux ou trois héritiers, il y eut besoin de diviser les terres arables en bandes et de les gérer de manière plus ou moins collective.

L'*openfield* ne fut l'apanage ni d'une structure sociale, ni d'un mode de propriété de la terre en particulier. En Angleterre, ils se développèrent pendant les règnes saxons, et se perpétuèrent sous le servage normand. Après la Peste Noire, le servage fit place à un mode de gestion des terres où le seigneur pourvoyait le paysan en terres, en échange de services agricoles, puis avec l'avènement de l'économie monétaire, on aboutit au système de bail. Mais aucun de ces changements ne sembla affecter le système d'*openfield*. D'un autre côté, dans les régions celtiques, comme dans des régions plus vallonnées ou boisées, les champs ouverts étaient beaucoup moins

répandus, et l'enclosure des terres privées apparut plus tôt (et probablement de manière plus équitable) que dans les comtés fertiles du centre.

Cela dit, l'*openfield* n'était en aucun cas cantonné à l'Angleterre. Etant une expression naturelle et plutôt équitable d'un certain niveau de technologie, on trouvait et trouve encore ce système de par le monde. (...) Par exemple en Anatolie (Turquie), dans les années 1950; (...) A Irob, dans la région du Tigré (Ethiopie), «pour éviter l'exploitation des propriétaires terriens sans bœufs par les propriétaires de bœufs, ceux-ci sont contraints de préparer les terres des propriétaires terriens sans bœufs avant les leurs. En retour, le propriétaire sans bœufs fournit le fourrage pour les animaux utilisés pour les labours.»³

Les moutons dévorent les gens

Cependant, à mesure que l'Angleterre médiévale avançait vers la modernité, le système d'*openfield* et les communaux furent attaqués par les riches propriétaires terriens qui voulaient en privatiser l'usage. La première vague, du 14^{ème} au 17^{ème} siècle, vint des propriétaires terriens qui convertirent les terres dédiées à la culture en élevages ovins (...). Des villages furent dépeuplés, et plusieurs centaines ont

disparu. La paysannerie réagit avec plusieurs révoltes vouées à l'échec. Pendant la révolte paysanne de 1381, l'enclosure était l'un des motifs, mais pas le principal. Durant la rébellion de Jack Cade en 1450, le droit à la terre était une revendication majeure⁴. Au moment de la rébellion de Kett en 1549, l'enclosure était un problème déterminant, tout comme pour les révoltes du Capitaine Pouch en 1604-1607, quand les termes «*leveller*» (niveleur) et «*digger*» (piocheur) apparurent, faisant référence à ceux qui comblaient les fossés et coupaient les haies que mettaient en place les «encloseurs».⁵

La première référence contre les enclosures apparaît dans l'Histoire des Rois d'Angleterre par un prêtre du Warwickshire, John Rous, publiée vers 1459-86.⁶ La première mention par une célébrité (et 500 ans plus tard c'est encore la dénonciation de l'enclosure la plus connue) fut celle de Thomas More dans *Utopia*:

«*Ces moutons, si doux, si sobres partout ailleurs, sont chez vous tellement voraces et féroces qu'ils mangent même les gens, et dépeuplent les campagnes, les maisons et les villages. En effet, sur tous les points du royaume, où l'on recueille la laine la plus fine et la plus précieuse, accourent, pour se disputer le terrain, les*

*nobles, les riches, et même de très saints abbés. Ces pauvres gens n'ont pas assez de leurs rentes, de leurs bénéfices, des revenus de leurs terres; ils ne sont pas contents de vivre au sein de l'oisiveté et des plaisirs, à charge au public et sans profit pour l'Etat. Ils enlèvent de vastes terrains à la culture, les convertissent en pâturages, abattent les maisons, les villages, et n'y laissent que le temple, pour servir d'étable à leurs moutons.»*⁷

D'autres grands noms de l'époque l'appuyèrent avec des points de vue similaires: Thomas Wosley, Hugh Latimer, William Tyndale,

3. Paul Stirling, «*The Domestic Cycle and the Distribution of Power in Turkish Villages*» dans Julian Pitt-Rivers (Ed.) *Mediterranean Countrymen*, The Hague, Mouton, 1963 et Hans U. Spiess, «*Report on Draught Animals under Drought Conditions in Central, Eastern and Southern zones of Region 1 (Tigray)*», United Nations Development Programme Emergencies Unit for Ethiopia, 1994, <http://www.africa.upenn.edu/eue_web/Oxen94.htm>.

4. En 1381, le contingent de St Albans, mené par William Grindcobbe, avait accusé l'abbé de St Albans, parmi d'autres abus, d'enclorre des communaux, in Jesse Collings, *Land Reform, Occupying Ownership, Peasant Proprietary and Rural Education*, Longmans Green and Co, 1903.

5. W. E. Tate, *The English Village Community and the Enclosure Movements*, Gollancz, 1967; W. H. R. Curtier, *The enclosures and redistribution of our land*, Elibron 2005.

6. *Ibid.*

7. Thomas More, *Utopia*, Everyman, 1994. Il y a de nombreuses éditions en français, y compris en livre de poche.

Lord Somerset et Francis Bacon furent tous d'accord, et bien qu'ils les firent tous exécuter par la suite, tout comme Cade, Kett et Pouch (...), les monarques Tudor et Stuart en prirent bonne note et mirent en place un certain nombre de lois et de commissions qui permirent de garder un œil sur le processus d'enclosure. Un historien déduit du nombre de commissions anti enclosure organisées par Charles 1^{er} qu'il fut «*le monarque anglais le plus important en termes de réforme agraire*»⁸. Cela dit, Charles ne fut pas le dernier à mettre en place des enclosures à son propre profit!

Les *Diggers*

Une approche légèrement différente apparut pendant la révolution Anglaise, lorsqu'en 1649, Gerrard Winstanley et ses compagnons *diggers* se mirent à cultiver la terre sur la colline de St George dans le Surrey et proclamèrent une communauté pour tous, baptisée *Commonwealth*. «*La terre (qui fut créée pour servir de trésor commun pour la subsistance de tous, bêtes et hommes)*» affirment les *Diggers* dans leur premier manifeste «*fut enclose avec des haies par les professeurs et les souverains, et les autres furent réduits en servitude ou en esclavage*». Le même pamphlet poursuit: «*prenez*

note que l'Angleterre ne sera un peuple libre que le jour où les pauvres qui n'ont pas de terre, auront la liberté de labourer et de travailler les communaux, et pourront ainsi vivre aussi confortablement que les seigneurs qui vivent dans leurs enclosures.»⁹

Les *Diggers* semblent n'être pas tant un mouvement de résistance de paysan·nes se faisant expulser de leur terre, qu'un groupe de gens dont les liens à l'agriculture étaient sans doute déjà dissous depuis plusieurs générations et qui tentèrent avec passion de récupérer des terres. Comme beaucoup de radicaux, Winstanley était un commerçant dans l'industrie textile. William Everard, son collègue le plus connu, était un officier destitué de l'armée. Il est tentant de voir les *Diggers* comme le premier mouvement de «retour à la terre», une bande de marginaux idéalistes.¹⁰ Winstanley a écrit tant de pamphlets en si peu de temps qu'on se demande s'il avait le temps de manier quoi que ce soit de plus lourd qu'un stylo. Il n'en reste pas moins qu'en 1649, il était employé comme gardien de troupeau de vaches et une partie au moins des *Diggers* venait sans doute du milieu paysan.

Mais surtout, les *Diggers* n'essayaient pas d'arrêter les enclosures. Ils ne détruisaient pas les haies,

ni ne comblaient les fossés, comme le firent des rebelles avant et après eux. Dans une lettre au chef de l'armée, Fairfax, Winstanley déclara que si certains souhaitaient «*appeler les enclosures leurs propres terres...*



nous ne sommes pas contre», bien qu'il ne s'agissait peut-être que d'un geste diplomatique.

Ce qu'ils voulaient, c'était créer des enclosures alternatives qui seraient un «*trésor commun pour tous*» où les gens du commun auraient «*toute liberté sur les terres pour assurer leur subsistance... de même que l'aristocratie terrienne retire les bénéfices de leurs enclosures*». Winstanley utilise parfois le même vocabulaire que les «encloseurs» quand il s'agit de l'amélioration des terres, mais lui souhaite en voir les bénéfices partagés avec les pauvres et non réservés aux riches: «*si les terres abandonnées d'Angleterre étaient cultivées par ses enfants, elles deviendraient en quelques années les terres les plus riches, les plus résistantes et les plus prospères du monde*»¹¹. D'une certaine manière,

8. Tate, *op. cit.* 5.

9. Gerrard Winstanley et al, *The True Levellers' Standard Advanced*, 1649. En français: *L'Etendard déployé des vrais niveleurs: Ou L'Etat de communisme exposé et offert aux Fils des Hommes*, réédité en 2007 chez Allia.

10. Allusion aux *Diggers* de San Francisco, voir le livre d'Alice Gaillard *Les Diggers, révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)*.

11. Gerrard Winstanley, *A Letter to The Lord Fairfax and his Council of War*, Giles Calvert, 1649. La citation sur la fertilisation au fumier des terres en friche est extraite de Christopher Hill, *Gerrard Winstanley: 17th Century Communist at Kingston*, cours à l'université de Kingston du 24 janvier 1966.

les *Diggers* étaient les précurseurs des mouvements de réforme agraire de la fin du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, ainsi que des Partageux de la Révolution française – des paysan·nes pauvres qui approuvaient les enclosures des communaux si elles étaient ensuite redistribuées aux sans-terres.

Il est un peu surprenant qu'une cinquantaine d'idéalistes plantant des carottes sur un bout de terrain à l'abandon et proclamant que la terre était un «*trésor commun*» ait tant attiré l'attention, aussi bien des autorités de l'époque que des historien·nes et des militant·es des générations suivantes.

Deux cents ans plus tôt, à la tête d'un groupe de paysan·nes du Kent (décrit par Shakespeare comme de la «*racaille*»), Jack Cade avait persuadé la première armée envoyée par le roi de plier bagage et de retourner d'où elle venait, habilement échappé à une seconde armée de 15.000 hommes menée par Henri VI lui-même, puis mis en déroute une troisième armée, tuant deux généraux du roi, avant d'être finalement arrêté et décapité. Bien que décrit par l'auteur courtisan de la deuxième partie d'Henri VI, comme un idiot fanfaron et violent ayant des prétentions au-delà de son rang, ses contemporain·nes disaient de lui que c'était «*un jeune homme de belle stature et plein d'esprit*»¹².

Les «Noirs»

Winstanley et ses associé·es eurent de la chance de ne pas mourir sur l'échafaud. L'habitude d'exécuter les célébrités fut suspendue jusqu'à la Restauration – après la décapitation de Charles I, toute autre exécution aurait été décevante. Les exécutions reprirent (mais surtout pour le peuple, pas pour les aristos) avec le Juge Jeffreys et ses Assises Sanglantes en 1686 puis, environ 70 ans plus tard, avec la proclamation des *Black Acts* (lois noires).

Les *Black Acts* étaient la réaction violente du Premier ministre Walpole et de ses amis à la résistance grandissante aux enclosures des forêts. Le droit des gens du peuple à se servir en bois de chauffage, de construction et en gibier dans les forêts ainsi qu'à y faire paître leurs cochons, avait été progressivement érodé depuis des siècles: le libre usage des forêts et l'abolition des lois de chasse étaient une des demandes auxquelles Richard II avait prétendu accéder lors de sa confrontation avec Wat Tyler durant les révoltes paysannes de 1381¹³. Mais au début du 18^{ème} siècle, le processus s'accéléra lorsque les riches propriétaires terriens se mirent à clôturer des forêts pour en faire des parcs et des pavillons de chasse, firent construire des barrages sur les rivières pour en faire des lacs de pêche et laissèrent leurs

cerfs saccager les cultures des fermes locales.

Les gens du peuple réagirent en s'organisant en milices impliquées dans des actions directes de résistance de plus en plus audacieuses. Un matin de 1721, un gang masqué, dont le chef prit le nom de roi John, tua 11 cerfs dans le parc de l'évêque à Farnham et traversa triomphalement le marché du village à 7 heures du matin avec son butin.

Une autre fois, quand un certain M. Wingfield se mit à demander de l'argent aux pauvres pour des chutes de bois gisant qu'ils avaient toujours eu gratuitement auparavant, le roi John et sa joyeuse bande – une référence à Robin des bois – détruisirent l'écorce des arbres d'une plantation de Wingfield et lui laissèrent un message disant que s'il ne remboursait pas tout l'argent aux paysannes, d'autres arbres seraient détruits. Wingfield remboursa. Le roi John pouvait aller et venir à sa guise grâce au soutien populaire. Un jour, pour réfuter l'accusation de Jacobinisme, il appela à l'équivalent au 18^{ème} siècle d'une conférence de presse près d'une auberge à Waltham Chase. Il débarqua, accompagné de 15 de ses partisans, et avec un public de 300 personnes, les autorités ne firent aucune tentative d'arrestation. Il ne fut jamais pris.¹⁴

Des bandes comme celle-là, qui s'enduisaient le visage de suie, comme déguisement et pour éviter d'être repérées la nuit, étaient connues sous le nom de *Blacks* (les Noirs). C'est pourquoi la législation promulguée deux ans plus tard en 1723 porta le nom de *Black Act*. Sans doute la loi la plus violemment répressive passée depuis 400 ans au Royaume-Uni, elle autorisait la peine de mort pour plus de 50 infractions liées au braconnage. Cette loi resta valide pendant plus d'un siècle, des centaines de personnes furent pendues pour avoir commis le crime de se nourrir d'animaux sauvages et, quand la loi fut enfin abrogée, les braconniers furent déportés aux antipodes, pour des infractions encore plus mineures.

Cet épisode de l'histoire anglaise continue de vivre à travers les chansons populaires, telles que *Geordie et la terre de Van Diemens* (ndt: à l'époque le nom

12. *Holinsbed's Chronicles*, Vol 3, p. 220.

Dans les chroniques de Fabian, on dit de Cade qu'ils «l'ont trouvé tout à fait discret dans ses réponses». Cité dans Jesse Collings, *op. cit.* 6, p. 139.

13. Barbara Tuchman, *A Distant Mirror*, Macmillan, 1978, p. 375-6, *Un lointain miroir, le XIV^{ème} siècle des calamités*, Fayard, 1991 pour la traduction française.

14. E. P. Thompson, *Whigs and Hunters*, Allen Lane, 1985.

15. Guy Vassal, *La Guerre des Demoiselles*, Editions de Paris, 2009.



de la Tasmanie). Les origines du *Black Act* et surtout l'attitude particulièrement désagréable du Premier ministre Walpole sont magnifiquement racontés dans *Les Whigs et les chasseurs* de E.P. Thompson. La résistance aux enclosures de forêts n'était nullement l'apanage de l'Angleterre. La France fut le siège de rébellions de masse contre l'appropriation de plusieurs forêts communales par l'Etat: en Ariège, les attaques de 20 à 30, voire parfois jusqu'à 800 paysans, déguisés en femmes, prirent le nom de *Guerre des Demoiselles*¹⁵. En Autriche, la *Guerre des montagnes* entre braconniers et gardiens de gibier de l'Empire perdura pendant des siècles, le dernier braconnier à être abattu par balle étant Pius Walder, en 1982¹⁶.

Assécher les marais

Dans les marais d'Holland, au sud du Lincolnshire et dans l'île d'Axholme au nord du comté, on

pouvait encore voir des vestiges d'une économie de cueilleurs chasseurs. Bien que la source de revenu principale y était le pâturage d'été des vaches laitières, des chevaux et des oies dans de fertiles prés communaux, en hiver, quand de grandes étendues des communaux étaient inondées, la pêche et la chasse au gibier à plume devenaient une ressource économique importante. Pour celles et ceux qui n'avaient pas de terre sur lesquelles garder des bêtes pendant la saison froide, c'était sans doute la ressource principale. Au Moyen Âge, la région du Holland se portait bien – l'impôt par arpent y était le troisième plus élevé du royaume en 1334 – et cette richesse était relativement équitablement distribuée avec «une proportion plus grande de petits paysans et moins de très riches fermiers»¹⁷.

Au début des années 1600, les Stuarts James I^{er} et Charles I^{er}, ayant besoin d'argent, se lancèrent dans

une entreprise d'assèchement des marais communaux pour en faire de précieuses terres arables qui rapporteraient un plus grand bénéfice à la couronne. Des ingénieurs hollandais, notamment Cornelius Vermuyden, furent chargés de projets de drainage généralisés qui ne coutèrent pas un centime à la couronne puisque on paya les promoteurs en leur attribuant un tiers des terres asséchées et encloses.

La résistance populaire aux projets de drainage fut vigoureuse. Le pamphlet de 1646 intitulé *l'Anti-promoteur* fut sans doute l'une des premières dénonciations populaires d'un projet de développement capitaliste et s'appuie exactement sur les mêmes arguments que le font aujourd'hui les tribus indigènes dans leur lutte contre les appropriations de terre des grandes entreprises:

«Les promoteurs ont toujours diabolisé les marais et ont désinformé beaucoup de parlementaires, prétendant que les plaines marécageuses ne sont qu'un bournier, un terrain plat aux abords dangereux et à la valeur quasi inexistante: mais celles et ceux qui y vivent savent qu'il n'en est rien.» L'auteur anonyme fait ensuite la liste des avantages des marais: les *«chevaux utiles»*, les *«grandes exploitations laitières qui offrent d'énormes réserves de*

beurre et de fromage», les troupeaux de moutons, *«l'osier, les roseaux et les joncs»* et *«les milliers de petit-es paysan-nes qui survivent grâce aux marais et qui sinon se retrouveraient à mendier dans la rue»*. Il poursuit en comparant ces avantages aux biocarburants que les promoteurs proposent de planter dans les terres nouvellement asséchées: *«Que sont le colza ou la navette? Ce ne sont que des denrées hollandaises, des cochonneries, de la pacotille, en comparaison des denrées mentionnées ci-dessus qui sont les riches ressources de notre communauté»*.¹⁸

Les gens du peuple ripostèrent avec des émeutes, en rasant les barrages et en traînant les techniciens en justice. Les procès étaient financés avec *«une bourse commune à laquelle chaque villageois-e participe en fonction de la taille de son exploitation»* et cela bien que Charles I^{er} tentât d'empêcher cette collecte d'argent et d'engager des poursuites contre les meneurs. Mais

16. Voir l'article *«Poachers in the Alps, heroes of a class struggle»* de Roland Girtler et Gerald Kohl, paru dans le même numéro de *The Land* que cet article (N°7 - été 2009).

17. Toutes les informations sur les marécages sont tirées de Joan Thirsk, *English Peasant Farming: The Agrarian History of Lincolnshire from Tudor to Recent Times*, Routledge and Kegan Paul, 1957.

18. Anonyme, *The Anti-Projector or the History of the Fen Project*, 1646, cité dans Joan Thirsk, *ibid.*, p. 30.

les jours de Charles I^{er} étaient comptés, et lorsque la guerre civile éclata dans les années 1640, le projet fut enterré et la population locale se réappropria tous les marais.

En 1642, Sir Anthony Thomas fut chassé du Marais Est et Ouest et le Comte de Lyndsey fut expulsé de Lindsey Level. En 1645, toutes les rives de drainage d'Axholme furent détruites. Et entre 1642 et 1649, ce que la Couronne possédait de marais dans de nombreuses paroisses fut saisi par les habitants et recommunalisé.

Un peu plus d'un siècle plus tard, à partir de 1760, les promoteurs firent leur réapparition et cette fois ils eurent plus de succès. Il y eut encore de la résistance sous forme de pamphlets, d'émeutes, d'incendies de meules de foin, etc. Mais les prix élevés du blé jouèrent en la faveur de ceux qui voulaient transformer les marais en terres arables. Aussi, la solidarité populaire était moins forte car, selon Joan Thirsk, les riches paysannes qui pouvaient se permettre de garder plus de bétail sur leurs terres pendant l'hiver (...) surpâturaient les communaux:

«Le système, en apparence équitable, du partage des communaux entre tous les villageois était en pratique loin d'être juste... Le mécontentement croissant contre la répartition inéqui-

table des droits sur les communaux affaiblit les opposants au drainage et renforça ses partisans.»

Entre 1760 et 1840, la majorité des marais fut asséchée et clôturée par décret parlementaire. Le projet ne fut pas un franc succès. En séchant, la terre rétrécit et s'abaissa en dessous du niveau de la mer, ce qui la rendait plus vulnérable aux inondations.

Il fallu installer des stations de pompage, actionnées dans un premier temps et sans succès avec des moulins à vent, puis des engins à vapeur, et aujourd'hui toute la région est maintenue sèche grâce au diesel. Puisque l'assèchement de ces terres finit par créer une des zones agricoles les plus productives au Royaume-Uni, il est difficile de nier que ce fut une amélioration économique; mais les conséquences sociales et environnementales furent moins heureuses.

Une grande partie de la terre nouvellement cultivée se trouvait à bonne distance des villages et fut réquisitionnée par de grands propriétaires terriens; il n'était pas inhabituel de voir des exploitations de 150 hectares sans la moindre bicoque paysanne dessus. Les gros agriculteurs développèrent donc un système, le *gang labour* (travail en équipe) qui perdure encore aujourd'hui:

«De longues marches pour aller et revenir du travail... les dures conditions de travail en extérieur par tous les temps, l'absence d'abris pour manger, l'absence d'espace privé pour les fonctions naturelles et l'absence de scolarisation des enfants se combinèrent pour produire une génération malheureuse, peu raffinée et démoralisée.»

La *Gang Act* (Loi sur le travail en équipes, ndlt) de 1867 fut promulguée pour éviter les pires abus. Pourtant en 2004, lorsque fut votée la loi *Gangmasters Licensing Act*, le gouvernement légiférait encore contre les maux de ce système. Mais même si les grands propriétaires terriens en furent les principaux bénéficiaires, beaucoup de petits exploitants des marais réussirent à obtenir compensation pour la perte de leurs communaux et ce qu'ils conservèrent était de la terre fertile

Cette économie de petits exploitants qui caractérisait la région au Moyen-âge survécut, si bien qu'en 1870 et plus tard en 1937, plus de la moitié des exploitations agricoles faisaient moins de 10 hectares. Dans les années 1930, la *«distribution de la terre entre une multitude de petits propriétaires, contrairement aux attentes, avait aidé à atténuer les effets de la Grande Dépression»*.

L'évacuation des Highlands

A la fin du 18^{ème} siècle en Angleterre, l'incitation à convertir les terres labourées en pâturages était en passe d'être abandonnée, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, davantage de terres étaient requises pour produire la nourriture nécessaire pour une population en rapide augmentation, suite à l'exil forcé des paysan·nes vers les usines.

Par ailleurs, le coton importé des Etats-Unis et d'Inde commençait à remplacer la laine anglaise. Enfin, l'Ecosse avait été annexée à l'Angleterre et ses vastes pâturages étaient prêts à *«être dévorés par les moutons»*.

Que ces terres aient été peuplées par des clans de *Highlanders* ne représentait pas un obstacle. Des milliers de *Highlanders* furent ainsi expulsés de chez eux et expédiés au Canada ou à Glasgow afin de faire place aux moutons de Cheviot, un processus qui deviendra connu sous le nom des *Evacuations*. D'autres furent concentrés sur la côte ouest pour y récolter le varech, alors nécessaire aux industries du savon et du verre, formant plus tard le noyau d'une communauté de petits paysan·nes. Pour chasser les villageois·es, les nervis des grands propriétaires terriens n'hésitaient pas à incendier leurs maisons. Ainsi en témoigne Betsy Mackay, expulsée à seize ans des

terres du Duc de Sutherland:
«Notre famille était très réticente à l'idée de partir et demeura quelques temps, mais la milice d'incendiaires débarqua et mit le feu à notre maison par les deux côtés, réduisant en cendres tout ce qu'elle contenait. Les gens ont dû fuir pour sauver leur peau, certains perdant toutes leurs affaires exceptées celles qu'ils avaient sur le dos. On leur a dit qu'ils pouvaient aller où bon leur semblait, à condition qu'ils n'encombrent pas les terres qui leur revenaient pourtant de droit. Les gens furent chassés comme des chiens.»¹⁹

Ces expulsions furent menées avec un tel systématisme qu'il ne resta quasiment personne pour se souvenir de ce qui s'était passé, et l'intégralité de l'événement fut supprimé de la mémoire collective. Ce n'est qu'avec l'ouvrage de John Prebble, *The Highland Clearances* (l'évacuation des Highlands), suivi de celui de James Hunter, *The Making of the Crofting Community* (la constitution de la communauté de petits paysans) que cette page de l'histoire refit surface. Lors de la parution du livre de Prebble, l'historiographe royal d'Ecosse, le professeur Gordon Donaldson, affirma:

«J'ai 68 ans aujourd'hui et jusqu'à récemment, je n'avais jamais entendu parler de la soi-di-

sant évacuation des Highlands. Cet événement a été démesurément exagéré.»²⁰

Mais comment expliquer autrement la sous-population des Highlands? Le sort de la région a été décrit de manière poignante par le Canadien Hugh MacLennan dans un essai intitulé *Scotchman's Return* (le retour de l'Écossais):

«Le vide des Highlands, situé seulement quelques centaines de kilomètres au nord d'une Angleterre surpeuplée, est très différent de celui de nos territoires du Nord-Ouest canadien. Au-delà du 60^{ème} parallèle au Canada, on sent que personne hormis Dieu n'a mis les pieds ici avant vous. Mais dans une vallée désertée des Highlands, on sent que tous les gens qui ont un jour compté ici sont morts ou partis.»²¹

Les enclosures du Parlement

La dernière vague d'enclosures des terres en Angleterre – et la plus contestée – a eu lieu environ entre 1750 et 1850. Alors que le but de la plupart des enclosures précédentes avait été de transformer des terres arables fertiles en pâturages à moutons, moins productifs (bien que plus lucratifs à titre individuel), la colonisation de l'Ecosse pour la laine et de l'Inde ainsi que du sud des États-Unis pour le coton conduisit les partisans des enclosures à changer de straté-



gie: leur objectif était de convertir la totalité des pâturages, des *openfields* et des terres en friche – toutes les terres, en fait – en terres arables ou mixtes plus productives. Leur devise était «l'amélioration». Leur véritable objectif était d'accroître l'efficacité ainsi que la production, afin d'à la fois créer et nourrir un prolétariat en expansion, constitué soit d'ouvrier-es agricoles salarié-es dans les champs améliorés, soit de surveillant-es de machines dans les usines.

Il n'y a malheureusement aucun ouvrage qui prenne pour unique objet d'étude la multitude de pamphlets, de rapports et de diatribes, aux titres souvent émouvants tels que *Ouvrir les enclosures* ou *Le péché lamentable de l'Angleterre qui ne s'occupe pas des ses pauvres* – qui furent publiés soit par des partisans soit par des adversaires des enclosures aux 17^{ème}, 18^{ème} ainsi qu'au début du 19^{ème} siècles.²²

19. John Prebble, *The Highland Clearances*, 1963.

20. Alastair McIntosh, «*Wild Scots and Buffoon History*», *The Land* N°1, 2006, disponible en anglais sur <<http://www.alastairmcintosh.com/articles/2006-wild-scots.htm>>

21. Cité dans James Hunter, *Skye, the Island*, Mainstream, Edinburgh, 1986.

22. On en trouve les meilleurs récits dans Neeson, *Commoners: Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820*, Cambridge University Press, 1993, mais il y a aussi du matériel intéressant dans W. E. Tate, *op. cit.* 5.

Les arguments majeurs des partisans des enclosures étaient les suivants:

- le système d'*openfield* empêcherait «l'amélioration des terres», comme par exemple l'introduction de trèfle et de navets, ainsi que d'une rotation sur quatre ans, parce qu'il était impossible au sein de ce système d'apporter des innovations individuelles;

- les pâturages et les terres en friche seraient usés jusqu'à la corde ou bien plein de broussailles et surpâturées par des bêtes à moitié affamées;

- ceux qui survivaient sur les communaux seraient paresseux et appauvris (en d'autres termes «non-enclins au salariat»), et les enclosures les forceraient à travailler.

Les principaux arguments des opposants étaient les suivants:

- les communaux et terres en friche sont le moyen de survie principal des pauvres; quand ils sont surpâturés, c'est souvent la faute des propriétaires les plus riches qui entassent leurs bêtes, c'est à dire ceux-là mêmes qui militent pour les enclosures;

- les enclosures profiteraient avant tout aux propriétaires terriens déjà aisés et forceraient les pauvres à quitter les terres pour aller s'entasser dans des ghettos urbains, entraînant une dépopulation conséquente.

La question du progrès agricole a été considérée sous tous les angles avec le bénéfice du recul historique, mais nous y reviendrons plus tard. A l'époque, l'Etat apporta un soutien considérable à la propagande en faveur des enclosures. Le partisan le plus actif de «l'amélioration» était alors Arthur Young, ex-agriculteur, devenu sous le gouvernement de William Pitt le Premier Secrétaire du nouveau ministère de l'Agriculture (et archétype de l'adage «*ceux qui peuvent agir, ceux qui ne peuvent pas deviennent consultants*»).

En 1793, le ministère entama la publication d'une série de Généralités sur l'agriculture dans tous les comtés d'Angleterre. Le ministère en question «*n'était pas un ministère du gouvernement, comme son homonyme actuel, mais une association de gentlemen, essentiellement des propriétaires terriens favorables au progrès agricole et elle recevait des subventions du gouvernement.*» (...) «*Les 90 volumes environ – publiés par le ministère – sont presque monotones dans leur répétition du fait que le progrès agricole a pu avoir lieu grâce aux enclosures et qu'il en faut encore davantage*»²³ remarque ainsi Tate.

23. W. H. R. Curtier, *The enclosures and redistribution of our land*, Elibron 2005; Tate *op. cit.* 4. On peut trouver un résumé pro-enclosure des *General Views* de Lord Ernle, *English Farming Past and Present*, 1912.

Bien que l'idée que les enclosures aient été facteur de progrès puisse être avérée dans l'ensemble, on peut néanmoins considérer ces rapports comme de la pure propagande d'Etat. Lorsqu'Arthur Young changea d'opinion en 1801 et présenta au Comité un rapport démontrant que les enclosures avaient en réalité entraîné une pauvreté considérable dans de nombreux villages, celui-ci, (après s'être assis dessus pendant un mois), «*me déclara que je pouvais en faire ce que je voulais mais qu'il n'était pas question de le publier au nom du ministère... Il sera sûrement publié mais sans impact.*»²⁴

Young ne fut pas le seul partisan des enclosures à revoir son jugement: John Howlett, un autre partisan majeur des enclosures, changea de camp après avoir vu la misère qu'elles provoquaient.

Entre 1760 et 1870, environ 7 millions d'acres (à peu près 1/6^{ème} de la surface de l'Angleterre) virent leur statut changer de communaux à terres privatisées, par l'effet de quelque 4.000 décrets du Parlement.²⁵ Quelle qu'ait été l'utilité réelle de ce processus dans la modernisation de l'économie agricole du pays, c'était du vol pur et simple. Le droit coutumier garantissait à des millions de gens l'usufruit légal des terres, et la possibilité d'un gagne-pain indépendant

leur fut confisquée à travers ce qui devait leur paraître tel un véritable tribunal kafkaïen.

Si vous pensez qu'il s'agit d'une exagération, lisez donc les récits de J.L. et Barbara Hammonds à propos de la tentative du vicomte *Bully* (la brute, le harceleur, ndlt) Bolingsbroke d'enclore la lande de Kings' Sedgmoor afin de payer ses dettes de jeu. Le directeur du comité évaluant la proposition du vicomte écrit ainsi que «*Bully propose un plan d'enclosure qui, s'il réussit, devrait le libérer de tous ses soucis financiers*». Lisez aussi la proposition de Spencer et Churchill d'enclore les communaux d'Abingdon,²⁶ en dépit d'une opposition populaire récurrente. Et si vous soupçonnez les exemples donnés par les Hammonds comme quelque peu extrêmes, (les historiens de droite sont généralement méprisants envers ces derniers)²⁷, regardez donc la carte fournie par Tate montrant les circonscriptions des députés qui étaient présents

24. Arthur Young, *Autobiography*, 1808, réédité par A. M. Kelley en 1967.

25. G Slater, «*Historical Outline of Land Ownership in England*», in *The Land*, <<http://homepage.ntlworld.com/janusg/landls.htm>> et *The Report of the Land Enquiry Committee*, Hodder and Stoughton, 1913.

26. J. Lawrence et B. Hammond, *The Village Labourer*, Guild, 1948 (1911).

27. Dans *Customs and Commons*, Penguin, 1993, (Thompson parle de «*la longue réaction historiographique contre ces remarquables historiens que sont Barbara and John Lawrence Hammond.*»

au parlement lors du débat sur les lois d'enclosure du comté d'Oxford. A l'époque, il n'était pas obligatoire de déclarer un «conflit d'intérêt» au parlement. Sur les 796 députés présents lors des divers débats autour des enclosures du comté d'Oxford, 514 étaient des députés du comté d'Oxford, dont la vaste majorité était bien évidemment des propriétaires terriens.²⁸

(...) La «démocratie» pratiquée par le parlement anglais à la fin du 18^{ème} et au début du 19^{ème} siècle, du moins sur ce sujet, s'est ainsi révélée moins à même de répondre aux besoins du peuple que ne l'avaient été les dictatures des Tudors ou des Stuarts. Contrairement aux propriétaires terriens, les rois sont un peu plus détachés des problématiques locales, ce qui explique peut-être sans surprise la tendance des résistances populaires à faire appel à la justice royale. Un cas similaire existe ainsi dans les récentes manifestations de paysans chinois faisant appel aux plus hauts échelons du parti communiste afin de lutter contre les expropriations des terres communes opérées par des autorités locales corrompues.

Lotissements et petites exploitations

Le rapport d'Arthur Young de 1801 était intitulé *«Enquête sur la pertinence d'utiliser les friches pour le soutien et la subsistance*

des pauvres». Young, Howlett, David Davies, et en fait la plupart de ceux qui étaient inquiets de l'avenir des dépossédés (qu'ils soient ou non en faveur des enclosures) soutenaient que celles et ceux qui perdaient leurs droits coutumiers aux communaux devaient être indemnisés avec de petites enclosures personnelles.

Les perdant·es dans ce processus d'enclosure étaient de deux sortes. D'abord les sans-terres, qui n'avaient aucun droit de propriété sur ces communaux mais qui parvenaient à en vivre, là où ils étaient en libre accès ou bien où l'usage informel en était partiellement toléré. Ces gens avaient peu de droits, n'apparaissaient sur aucun registre, et ne reçurent rien en compensation des moyens de survie perdus.

Mais il y avait aussi une classe de petit·es paysan·nes qui avaient des droits légaux et étaient ainsi habilités à recevoir un dédommagement, mais la surface de terre qui leur fut allouée *«était souvent si petite, bien que strictement proportionnelle à ce qu'ils étaient en droit de réclamer, qu'elle était inutilisable et donc vite vendue»*. Qui plus est, les coûts considérables en termes juridiques, d'arpentage, de clôtures ou de haies étaient totalement disproportionnés pour des petit·es paysan·nes. Et pour couronner le tout, avec le système

La théorie de la rente de la terre

La richesse se répartit entre trois composantes que sont les salaires, les profits et la rente. Pour Ricardo, l'évolution de la population mène inévitablement à la hausse du prix des subsistances (du fait des rendements décroissants de la terre) et à celle de la rente foncière (suite au besoin accru de terres cultivables). Le résultat de cette inflation, que subissent des travailleurs déjà dans la misère, est de rendre nécessaire une hausse des salaires afin d'assurer la survie de ces derniers. Ainsi la croissance démographique provoquera nécessairement un écrasement des profits par la rente, et par conséquent la fin de l'investissement productif, ce que Ricardo appelle «l'état stationnaire» de l'économie, état qui peut être freiné par le progrès technique. Ricardo rejoint donc le point de vue de Thomas Malthus et critique les aides sociales accordées aux indigents qui créent la pauvreté sur le long terme en favorisant des naissances non souhaitables.

d'aide aux indigent·es, les taxes des petits propriétaires terriens qui travaillaient leur propre terre servaient à subventionner les gros fermiers qui employaient des sans-terres, ce qui augmentait l'incitation à vendre aux gros propriétaires.²⁹

Comme il était de notoriété publique que le salaire d'un journalier était insuffisant pour entretenir sa famille et qu'il devait donc être soutenu par l'aide aux indigent·es, il y avait donc consensus sur le fait d'allouer aux dépossédé·es assez de terre pour y faire paître une vache et y cultiver un petit jardin. Il y avait assez de terres pour ça. L'impact sur le règlement final de la plupart des lois sur les enclosures aurait été négligeable si des zones de friches avaient été divisées et distribuées en lotissements agricoles d'une taille décente à celles et ceux qui avaient perdu leurs droits coutumiers. Là où c'est ce qui s'est effectivement passé (...), il s'avère que

la plupart des petit·es paysan·nes ne firent quasiment jamais appel à l'aide aux indigent·es. Qui plus est, les recherches de la *Société pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres* avaient montré que des petites parcelles cultivées à la bêche pouvaient être plus productives que des grandes terres retournées à la charrue³⁰.

Tout militait pour la distribution de petites parcelles, il fallut donc un économiste politique pour invoquer les raisons pour ne pas le faire. Burke, Bentham et une série de noms moins prestigieux, tous encore sous le coup de la lecture de *La richesse des Nations* d'Adam Smith, expliquèrent à Pitt et aux Premiers ministres qui devaient lui succéder que le seul moyen pour

28. W. E. Tate, *op. cit.* 5.

29. W. H. R. Curtier, *The Enclosures and Redistribution of Our Land*, Elibron 2005 (Oxford 1920), p. 241.

30. Brian Inglis, *Poverty and the Industrial Revolution*, 1971, p. 89-90, et p. 385.



le gouverne-
ment d'aider les pauvres, ou qui
que ce soit d'autre, était d'accroître
le capital de la nation, ou
comme on dirait aujourd'hui, le
PIB. Hors de question de laisser
des interventions de soutien aux
pauvres sans-terres perturber la
«main invisible» de l'intérêt écono-
mique même si la main qui en avait
fait des sans-terre n'était en aucun
cas invisible et ressemblait d'ailleurs
plutôt à une poigne d'acier.

Au tournant du siècle, le révé-
rend Thomas Malthus se lança dans
la mêlée avec l'argument qu'aider
les pauvres était néfaste puisque cela
entraînerait un accroissement du
taux de natalité, un point de vue
qui fit la joie de ces chrétiens qui
avaient toujours été convaincus en
secret que c'étaient les riches qui
devraient hériter de la terre.

La théorie de la rente de la terre,
de David Ricardo, fut aussi appe-
lée à la rescousse pour renforcer
les arguments contre la distribution
de parcelles (voir encadré page
précédente).

L'une
des justifica-
tions usuelles pour les enclo-
sures, et ce qui les rendait attracti-
ves pour les gros propriétaires ter-
riens, avait toujours été que la rente
foncière augmentait, souvent jus-
qu'à doubler, après enclosure, un
fait allègrement attribué à la bo-
nification des terres, comme s'il
s'agissait de la seule raison possi-
ble.

Rares furent ceux qui évoquè-
rent la possibilité que cet accrois-
sement de la rente pouvait être dû
au fait qu'on s'était débarrassé du
fardeau des détenteurs de droit
coutumier, de même qu'aujourd-
d'hui, la valeur d'une propriété aug-
mente si les locataires peuvent être
persuadés d'en partir.

La part de la rente pouvait bien
augmenter dans le PIB, ce n'était
pas un indicateur fiable de produc-
tivité, comme l'avait déjà montré
à l'époque l'écrivain Richard Ba-
con, lorsqu'il expliquait pourquoi
gros propriétaires et économistes
s'opposaient à la distribution de
parcelles:

«Supposons, pour les besoins de ma démonstration, que 20 fermes de 5 acres (environ 2 ha), cultivées à la bêche soient plus productives qu'une seule ferme de 100 acres cultivées à la machine. Les propriétaires n'en retireraient pas plus d'argent, loin de là. Comme chacune de ces parcelles devrait assurer l'alimentation du petit fermier et de sa famille, le surplus que les tenanciers pourraient utiliser pour payer leur loyer serait modeste. Par contre, le fermier cultivant les 100 acres, en embauchant des journaliers uniquement quand il en a besoin, peut bien avoir une production moins importante, mais le profit net sera supérieur; et c'est sur le profit net que la rente est calculée. C'est pourquoi les propriétaires favorisaient le remembrement.»³¹

Richard Bacon mérite une ovation pour son explication limpide de pourquoi le capitalisme préfère les grosses exploitations et chasse les gens de leurs terres. Il faut aussi rappeler que cette augmentation de la rente après enclosures avait dû être subventionnée par les Lois pour les indigents, ces taxes que les propriétaires devaient payer pour subvenir aux besoins des pauvres forcés de travailler dans les *Workhouses* (atelier-prison pour les pauvres, ndlt).

Lois sur les céréales, le coton et les fermes

En 1846, après un débat houleux, les taxes douanières sur les céréales importées qui permettaient jusque là de maintenir la stabilité du prix du blé britannique furent abolies. Le refus généralisé de fournir de la terre aux dépossédés et l'émergence d'un prolétariat urbain qui n'avait pas la possibilité de faire pousser sa propre nourriture permettaient aux partisans du Marché libre de présenter leur campagne pour l'abolition des lois sur les céréales comme un geste humanitaire.

Du pain bon marché, fabriqué avec du blé importé bon marché présentait un intérêt certain pour les économistes et les industriels car cela permettait des salaires plus bas; c'était évidemment dans l'intérêt des pauvres affamés sans-terre, à condition que les salaires ne baissent pas proportionnellement, ce que Malthus annonçait comme inévitable.

L'influence combinée de toutes ces forces suffit à faire abolir les taxes douanières sur les céréales importées, ce qui ouvrit le marché britannique aux terres vierges du Nouveau Monde.

31. *Ibid*, p. 386.

32. Kevin Cahill, *Who Owns Britain*, Canongate, 2001, p. 30.

33. David Landes, *The Unbound Prometheus*, Cambridge, 1969, p. 452.

Les fondateurs de l'*Association anti-lois sur les céréales* étaient John Bright, un député de Manchester et fils d'un propriétaire d'une filature de coton, et Richard Cobden, député de Stockport, puis de Rochdale. Leur intérêt principal était pour du blé bon marché pour maintenir à la baisse le coût de la main-d'œuvre – Bright était totalement opposé à toute réglementation industrielle ainsi qu'aux droits syndicaux – mais leur argument le plus efficace était que les prix élevés ne profitaient qu'à une poignée de gros propriétaires terriens.

C'est une tentative tardive de prouver le contraire qui amena Lord Derby, en 1862, à persuader le Parlement de mettre en place un registre foncier; mais la publication des résultats de l'enquête, en 1872, confirmèrent que Cobden et Bright avaient vu juste, 0,6% de la population possédait 98,5% des terres agricoles³².

Si les prolétaires britanniques avaient été des petit-es paysan-nes plutôt que des habitant-es de taudis urbains, alors des prix élevés pour les céréales et donc pour les produits agricoles en général auraient été dans leur intérêt et les lois sur les céréales n'auraient probablement pas été abolies. Si l'Angleterre avait gardé sa paysannerie, comme c'était le cas de la plupart

des autres pays européens, il y aurait eu moins de travailleur·euses sans-terres et d'enfants abandonnés, les salaires des ouvrier·es d'usine auraient sans doute été plus élevés et l'industrie cotonnière anglaise n'aurait pas été si bien préparée au dumping qui allait ruiner puis détruire des milliers de petites unités locales dans le monde entier, qui produisaient des textiles d'une beauté et d'un savoir-faire stupéfiants.

En 1912, La Grande-Bretagne qui était parfaitement incapable de faire pousser du coton exportait presque 7 mille milliards de mètres de tissu de coton par an, assez pour fournir un costume complet à chaque femme, chaque homme et chaque enfant vivant dans le monde de l'époque³³. La mondialisation était déjà une force dominante à la fin du 19^{ème} siècle.

Paradoxalement, c'était des économistes politiques du même acabit que ceux qui avaient été les chantres de «la bonification des terres» qui maintenant se faisaient les avocats de l'importation de céréales qui rendrait ces améliorations totalement inutiles.

L'effet de l'abrogation des taxes ne se fit pas sentir immédiatement, il fallut attendre la construction des chemins de fer transcontinentaux américains, dans les années 1870, pour que les céréales

cultivées sur des terres confisquées aux autochtones parviennent à saper avec succès l'agriculture britannique.

D'ici les années 1880, les céréales furent également importées sous la forme de milliers de tonnes de bœuf réfrigéré qui finiraient par menacer la production locale. Il y a même eu, jusqu'à la fin des années 1990, des frais de transport moins importants en Grande-Bretagne pour les produits d'importation que pour la production alimentaire locale.³⁴

Les travailleurs agricoles chanceux qui émigraient au Nouveau Monde écrivaient à leur famille et à leurs amis des mots de ce genre:

«Il n'y a aucun problème pour se procurer de la terre, ici. Beaucoup permettront à un homme d'avoir de la terre avec quelques acres bonifiées et une maison dessus, sans même exiger d'arrhes.»

«Je vais travailler sur ma propre ferme de 50 acres (env. 20 ha), que j'ai achetée pour 55 livres et que je peux rembourser en 5 ans. Je me suis aussi acheté une vache et 5 cochons. Si j'étais resté à Corsley, je n'aurais jamais rien eu.»³⁵

Incapable de rivaliser avec des prix aussi bas, l'économie agricole britannique subit un déclin dont elle ne s'est jamais vraiment remise. Les conditions de vie des journa-

liers qui restaient continuèrent à se détériorer, tandis que la demande pour des ouvriers d'usine dans les villes avait cessé d'augmenter comme c'était le cas au début du 19^{ème} siècle.

Sur les 320.000 acres (env. 130.000 ha) encloses entre 1845 et 1869, seulement 2.000 (env. 800 ha) avaient été distribuées à des petits paysans.³⁶ C'est dans ce contexte que l'appel pour l'allocation de terres fut exhumé. *«Trois acres et une vache»* était le slogan du député libéral Jesse Collings dont le programme est expliqué dans ses grandes lignes dans son livre de 1913, *La réforme agraire*.

En 1913, la commission d'enquête parlementaire sur les ques-

34. Joan Thirsk, *The Common Fields, Past and Present*, 1964, p. 311.

35. *«Letters from America»*, citées par K. D. M. Snell, *Annals of the Labouring Poor*, Cambridge, 1985.

36. W. E. Tate, *op. cit.* 5, p. 138. Ces chiffres sont contestés par Curtier, dont *The Enclosure and Redistribution of Our Land* (*op. cit.*), est une apologie de la classe des propriétaires terriens. Curtier, un défenseur des petites exploitations, soutient que grâce à la générosité des propriétaires terriens *«il y avait un nombre considérable de petites fermes»* et que *«les lamentations au sujet de la privation de terres des classes les plus pauvres ont été exagérées»*. Il admet cependant que *«le nombre total de ceux qui ont des petites exploitations ou des jardins ouvriers ne sont qu'une toute petite proportion du total des classes pauvres»*. Curtier donne cependant un compte-rendu utile des effets des différentes lois sur la répartition des terres (p. 278-301).

tions agricoles publia son rapport La terre qui citait de nombreux témoignages directs de la revendication pour de petites exploitations agricoles et de leurs avantages. Les deux ouvrages identifiaient les enclosures de communaux comme la source essentielle du problème.³⁷

De 1887 à 1908, une série de lois fournirent aux collectivités locales le droit d'acquérir des terres qui aujourd'hui encore perdurent sous la forme d'innombrables jardins ouvriers municipaux et de petites exploitations appartenant aux collectivités locales (*County Smallholding Estate*). Le principe de municipalisation des terres fut attaqué lorsqu'une deuxième vague d'idéologues du Marché libre arriva au pouvoir dans les années 1980 et 1990. Le *Livre blanc sur l'agriculture* de 1995 du parti conservateur prônait la privatisation de fermes communales et depuis, environ un tiers du patrimoine a été vendu, bien qu'il semble que le nombre de ces ventes soit en diminution.³⁸

La fin des enclosures

Le mouvement des enclosures a pris fin lorsqu'il a commencé à gêner les classes moyennes. A la fin des années 1860, les citadins influents remarquèrent que les zones de loisirs étaient de plus en plus rares. La loi des enclosures de 1869 avait seulement alloué trois acres,

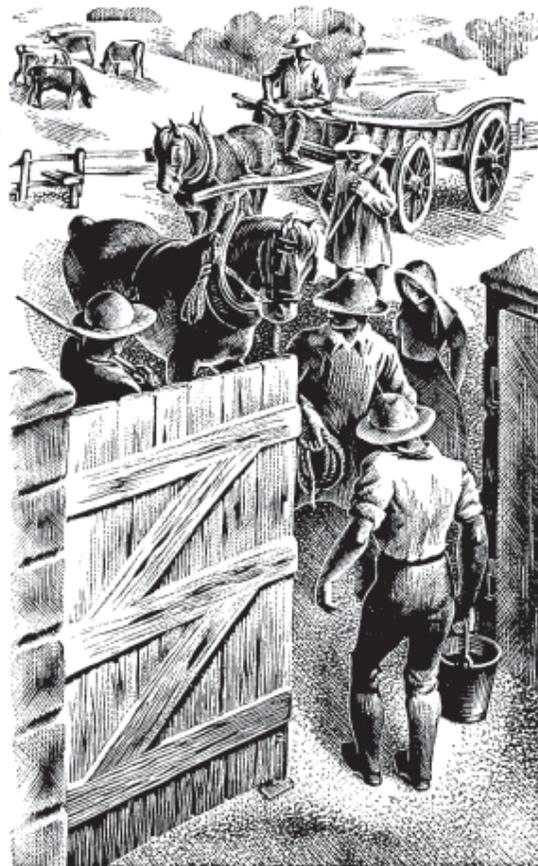
soit 1,2 ha pour le loisir, et six (2,4 ha) pour des potagers parmi les 6916 acres (env. 3000 ha) qui devaient être enclos.³⁹

Une association de protection fut créée, l'Association pour la préservation des communs. Elle était dirigée par Lord Eversley et devint ensuite l'Association des Espaces Ouvert qui elle-même est à l'origine du National Trust. Cette organisation ne craignait pas d'utiliser l'action directe, raser les clôtures par exemple, et sut en tirer partie avec succès pour lancer des procédures judiciaires qui firent du bruit autour de leur cause, dont la forêt d'Epping et les communs du Berkhamstead.⁴⁰

En quelques années, cette association obtint de forts soutiens au Parlement et la loi sur les communs de 1876 stipula que toute nouvelle enclosures devait représenter un bénéfice public.

La crise agricole était déjà bien installée en 1875, les améliorations n'étaient donc plus une priorité. De 1875 à 1900, il n'y eut qu'une poignée d'enclosures parlementaires. Depuis, la plus grande perte de terres communalisées a certainement été due au manque de demandes d'enregistrement telles qu'exigées par la loi de régularisation des communs de 1965.

Dans certains cas, les communaux ont continué à être utilisés



comme tels après avoir été légalement enclos. En effet, après la récession agricole de la fin du 19^{ème} siècle, les propriétaires terriens ne voyaient plus de profit à tirer des améliorations. Georges Bourne décrit comment, dans son village du Surrey où les terres avaient été encloses en 1861, les sans-terres purent continuer à utiliser le terrain de façon informelle jusqu'au dé-

but du 20^{ème} siècle. Ce qui finit par les chasser ne fut pas l'amélioration agricole, mais le développement urbain – mais ça, c'est une autre histoire. Bourne écrit :

«C'est aux enclosures bien plus qu'à d'autres causes que l'on peut attribuer tous les changements qui arrivèrent au village. C'était comme qui ont avait retiré la pierre porteuse d'une arche. La pierre porteuse n'est pas l'arche, mais une fois partie, toutes sortes de forces qui résistaient, commencent à mener vers la ruine.»⁴¹

37. Jesse Collings, *Land Reform: Occupying Ownership, Peasant Proprietary and Rural Education*, Longmans Green and Co, 1903, p. 120 et G. Slater, «*Historical Outline of Land Ownership in England*», in *The Land*, <<http://homepage.ntlworld.com/janusg/landls.htm>>.38. Simon Fairlie, «*Farm Squat*», *The Land* N°2, été 2006.

39. Tate, op cit 15, p136.

40. Lord Eversley, *English Commons and Forests*, 1894.41. George Bourne, *Change in the Village*, Penguin 1984 (1912), pp 77-78.

BoiteAoutilsEditions

«Boîte à outils», parce que le capitalisme et le patriarcat ne s'effondreront pas tout seuls et que pour les y aider, il nous semble nécessaire de se doter d'outils d'analyse pour comprendre les mécanismes de leur domination.

Pour cela, nous recherchons et publions des textes, analyses historiques, sur des thèmes parfois vus sous des angles différents, qui peuvent nous aider dans une réflexion autonome.

Et parce que nous plaçons l'autonomie en tête des valeurs que nous chérissons, comme mode de lutte et comme mode de vie, nous publions également des «guides pratiques» pour contribuer à cette autonomisation.

Toutes nos brochures sont à prix libre, c'est-à-dire que vous êtes invité-e-s, à hauteur de vos moyens, à participer aux frais d'édition et de reprographie.

Contact: <boiteaoutils@no-log.org>

Parce que la subversion se propage aussi par l'écrit, parce que l'écrit se propage aussi par Internet, il existe infokiosques.net <<https://infokiosques.net>>



Aussi dans la Boîte à Outils

Biname, et hop! (Paroles de chansons), 2004; *Le progrès, c'est mal!* (Bertrand Louart, Pierre Thuillier, Simon Fairlie, Teodor Shanin, Theodore Kaczynski), 2006; *Cuisine de survie* (Joviale), 2006; *1968 et les portes ouvertes sur de nouveaux mondes* (John Holloway), 2008; *La Crise, quelle crise?* (Krisis, Anselm Jappe, Johannes Voegelé), 2010; *Muscle Power* (Simon Fairlie), 2010; *La Princesse de Clèves aujourd'hui* (Anselm Jappe), 2010; *Antisémitisme et National-Socialisme* (Moishe Postone), 2010; *Dôme géodésique, sur le «modèle du No Border» (!)* (Joviale), 2011; *Elèves modèles et apprentis sorciers et Islam homophobe, Occident tolérant?* (Georg Klauda et Thomas Bauer), 2012; *Utopies pirates* (Do or die, nouvelle traduction, Julius Van Daal, Marcus Rediker), 2012; *Le temps des bûchers* (Starhawk), 2012; *Les radicaux urbains et paysans dans la révolution anglaise* (extraits de la nouvelle édition de *L'Incendie Millénariste*, et autres textes), 2012; *L'équilibre acido-basique* (Marion Henry), 2013; *La République des Escartons... autonomie communale dans le Briançonnais du Moyen Age à la Révolution française* (tiré de l'Almanach Buissonnier), 2013; *Plantons le thym, la montagne fleurira et autres textes sur l'insurrection contre le Coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851 dans les Basses-Alpes et ailleurs*, 2013; *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné* (Jacques Berguerand), 2015; *Caliban et la Sorcière* (Franz Himmelbauer) 2018.